

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

« L'école à la maison n'est pas l'école »

À la suite des annonces du Président de la République, la **FCPE 31 déplore que les moyens réclamés depuis des années et, plus particulièrement depuis le début de la crise sanitaire, n'aient toujours pas été déployés par l'État.**

Face à un virus et à ses variants avec lesquels il va nous falloir vivre encore quelque temps, pourquoi alors ne pas mettre en place et débloquer les mesures d'adaptation nécessaires pour l'École ? Si l'on peut comprendre un « retard à l'allumage » au printemps dernier, **nous refusons aujourd'hui cette volonté maintenant assumée de destruction organisée de notre service public d'éducation.**

Les dotations des établissements ont encore été diminuées alors que nous attendions au contraire des moyens supplémentaires pour faire face à la situation : une embauche massive de personnels pour doubler les classes, l'utilisation de lieux tiers, l'aménagement des lieux sensibles pour garantir l'application des mesures barrières...

Au lendemain de cette annonce, quid de la continuité pédagogique et des cours en distanciel ? Rien n'est prêt. Il est encore demandé aux parents et aux enseignants d'en assumer la responsabilité. En effet, les établissements scolaires n'ont pas été dotés de moyens supplémentaires à la hauteur pour s'équiper avec du matériel adéquat. Le ministère n'a de surplus pas jugé utile de former les enseignants à ces nouvelles pratiques d'enseignement qui ne peuvent s'improviser.

Retour de la classe à la maison mais... **l'école à la maison n'est pas l'école.** ENSEIGNER est un MÉTIER. Les parents, qui doivent par ailleurs jongler avec leurs obligations professionnelles, ne peuvent se substituer aux enseignants, aux accompagnants d'élèves en situation de handicap, aux conseillers principaux d'éducation, aux assistants d'éducation, aux infirmiers scolaires, aux conseillers d'orientation, aux psychologues...

Est-ce là "*l'engagement de la Nation pour la jeunesse de notre pays*" salué par notre Président ?

Nous nous inquiétons des conséquences à la fois sociales et psychologiques de ce nouveau confinement sur nos enfants. Les plus fragiles, qui ne bénéficieront plus des accompagnements personnalisés dont ils ont tellement besoin, seront encore une fois les victimes de l'impréparation du ministère de l'Éducation nationale.

Dès à présent, il faut préparer et organiser ce que sera la reprise dès fin avril pour nos enfants : recrutement de personnels supplémentaires, clarification des modalités et des calendriers des examens, cadrage au niveau national les conditions de retour à l'école en 1/2 jauge afin que celles-ci ne soient pas laissées à la charge des établissements... Plutôt que de supprimer des postes d'enseignants, de CPE, de psychologue, de personnel RASED, d'AESH,... Nous demandons des créations de postes qui permettraient de combler les retards et inégalités induits par ce manque d'anticipation et d'enfin donner accès à nos enfants à l'éducation à laquelle ils ont droit. Un plan d'urgence pour l'école doit être mis en œuvre. Nos enfants ne doivent pas être les victimes de cet immobilisme.

Le Ministère doit réagir et vite.

